

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

le 2 août 2013

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

- Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
Delta Recyclage – commune d'Arles.
Visite d'inspection du 25 juin 2013 - Plaintes répétées des riverains.
- Ref.** : 1) Arrêté préfectoral n° 69-2003 A du 29 juin 2004.
2) Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2013-113 SANC-MD du 8 mars 2013.
3) Courriel de l'exploitant à la DREAL en date du 30 juillet 2013.
- PJ.** : 1) Nouveau projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société DELTA RECYCLAGE.
2) Suites de la visite du 25 juin 2013 (fiches d'écarts / remarques, courrier à l'exploitant).

La société DELTA RECYCLAGE exploite sur la commune d'Arles une installation de tri/transit de déchets non dangereux comprenant 3 bâtiments distincts, sur un terrain de 42 300 m² conformément à l'arrêté préfectoral visé en référence 1.

Suite à la visite d'inspection inopinée du 20 décembre 2012, un arrêté de mise en demeure visé en référence 2 imposait à l'exploitant le respect de certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation, dans un délai déterminé.

A l'issue de ce délai, il a été décidé de faire une visite inopinée des installations afin de constater le respect de l'arrêté susvisé. Compte tenu des plaintes répétées des riverains sur les problématiques bruits, odeurs, poussières, conditions d'exploitation, ces thématiques seront également abordées lors de l'inspection.

I – Visite d'inspection inopinée du 25 juin 2013

La responsable du site est présente et accompagne l'inspecteur DREAL pendant toute la visite qui s'est déroulée de 9h à 13h30 et qui a permis de voir l'ensemble des installations du site.

A l'issue de la visite, les constats sont les suivants :

- Des stocks importants de déchets de bois, palettes, déchets verts sont toujours visibles à l'extérieur des bâtiments,
- L'activité 2710 est toujours exercée,
- Les activités de la société DELTA RECYCLAGE génèrent beaucoup de poussières à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments,
- Aucune odeur gênante n'a été constatée le jour de la visite,
- Les activités de DELTA RECYCLAGE occasionnent du bruit,

En conséquence compte tenu de ces constats, trois fiches d'écart et une liste de remarques ont été dressées à l'issue de la visite (en PJ 2).

Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant a apporté des réponses aux écarts et remarques susvisés en date du 11 juillet 2013.

II – Avis de l'inspection

L'écart n° 3 sur les poussières a fait l'objet d'un engagement d'amélioration par la mise en place d'un dispositif de brumisation. Nous considérons que la réponse est satisfaisante ; les engagements de l'exploitant seront vérifiés lors d'une prochaine visite.

Les réponses aux fiches d'écart n° 1 et n° 2 ne sont pas satisfaisantes. Le dossier de déclaration déposé en Préfecture début juillet 2013 ne permet pas de régulariser l'activité.

En effet, compte tenu des volumes de déchets vracs présents sur site, l'activité relève du régime de l'enregistrement. Depuis, l'exploitant a retiré son dossier de déclaration par courrier du 29 juillet 2013, et informe les services de l'Etat de sa décision de ne plus exercer cette rubrique. Nous prenons acte, mais nous demandons confirmation à l'exploitant par courrier sur l'arrêt effectif des activités 2710 et l'évacuation de tous les déchets vracs stockés à l'extérieur des bâtiments. Aucune suite administrative n'est prévue puisque l'activité semble être à l'arrêt.

Un procès verbal de délit a été transmis à M. le Procureur de la République de Tarascon suite aux constats de non respect de la mise en demeure le jour de la visite.

Concernant la problématique bruit, en lien avec les plaintes des riverains, les mesures des niveaux d'émission sonore de l'établissement, en application de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2004, ont été demandées à plusieurs reprises à l'exploitant. A ce jour et malgré plusieurs engagements de sa part (voir la remarque n° 2, et la réponse de l'exploitant), ces mesures n'ont toujours pas été faites. Il convient donc d'imposer à l'exploitant la réalisation de ces mesures dans un délai déterminé, via le projet d'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport.

Nous proposons donc à M. Le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société DELTA RECYCLAGE de respecter dans un délai déterminé les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe 1 au présent rapport.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux.